

SNCF - Droit de retrait : les cheminots sortent les poings

mardi 29 octobre 2019 (Date de rédaction antérieure : 21 octobre 2019).

Sommaire

- [Droit de retrait à la SNCF](#)
- [La goutte d'eau de trop \(...\)](#)
- [Aux Landy, les cheminotEs sont](#)



Crédit Photo : Facebook Alex Ulmi

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le puissant débrayage des cheminotEs qui a impacté comme rarement les circulations au niveau national semble toucher à sa fin. Mais, quoi qu'en disent la SNCF et le gouvernement, la situation est loin d'être revenue à la normale : les trains ne roulent pas tous et la colère est toujours là, autorisant tous les rebondissements.

À la rage déjà ancienne contre les sales coups d'une direction assoiffée de rentabilité et contre les plans du gouvernement qui a toujours les cheminotEs dans le viseur, s'ajoute désormais la fierté. La fierté d'avoir mis en panique la SNCF et le gouvernement pendant trois jours de débrayage national et majoritaire. La fierté aussi d'avoir fait fi de tous les règlements anti-grève en vigueur dans le secteur public et d'avoir « posé le sac » en application du droit de retrait face à l'urgence d'une situation dangereuse.

Nos vies valent plus que leurs petites économies

À Saint-Pierre-sur-Vence dans les Ardennes mercredi 16 octobre, un TER a percuté un convoi exceptionnel sur un passage à niveau. Le conducteur, blessé, a dû parcourir un kilomètre et demi à pied sur les voies pour empêcher une nouvelle collision. Les voyageurEs sont restés sans aide pendant de longues minutes. La présence de contrôleurs à bord aurait permis de gérer l'incident : leur tâche principale est d'accompagner les voyageurEs, d'assurer la sécurité ferroviaire, pas de mettre des amendes.

Tout dans cet accident était prévisible et aurait pu être évité. Les passages à niveau génèrent un accident tous les trois jours, 36 morts par an en moyenne. Mais il n'y a pas d'argent pour les remplacer. À cette incurie de l'État s'ajoutent les économies budgétaires de l'entreprise. En autorisant les TER à circuler avec unE seulE cheminotE à bord, le ou la conducteurE, la SNCF sait qu'elle prend un risque. Un risque « calculé », c'est-à-dire rentable. Depuis quelques mois,

l'introduction d'un dépôt par dépôt de cette conduite « à agent seul » a déclenché des grèves qui sont restées dispersées. La direction a ignoré ces avertissements.

« C'est le gouvernement qui mène une politique sauvage » (Philippe Poutou)

C'est ce qui explique la réaction épidermique des cheminotEs dès qu'ils et elles ont appris les circonstances de cet accident prévisible. Le mouvement de droit de retrait a été unanime en région Champagne-Ardenne dès le jeudi matin et national le vendredi matin, avec des pointes dans les régions de Toulouse et de Tours.

Ministres et patrons de la SNCF parlent de grève « surprise », comme si elle avait été organisée en secret pour couler les départs en vacances de la Toussaint, ou encore de grève « sauvage ». Mais les sauvages sont ceux, comme Guillaume Pepy et Édouard Philippe, qui promettent des poursuites judiciaires aux cheminotEs qui défendent leur peau et celle des usagers. Ilsaturent les ondes de menaces contre celles et ceux qui leur tiennent tête, mais n'ont pas un mot sur l'accident grave à l'origine du débrayage et ne prennent aucune mesure pour éviter un nouveau drame.

Coup de semonce contre les attaques patronales et gouvernementales

Ce débrayage massif pour défendre la peau des cheminotEs et celle des voyageurEs s'inscrit dans un contexte plus large. Car les revendications en faveur de la sécurité ferroviaire rejoignent celles de bien des secteurs en lutte : des moyens et des embauches. C'est ce que réclament les pompierEs, les hospitalierEs, mais aussi les salariéEs du privé en butte aux licenciements, ou ceux des usines dangereuses classées Seveso. Ces revendications font partie des mesures d'un plan d'urgence – augmentation des salaires et des minima sociaux, interdiction des licenciements, partage du travail sans perte de salaire, embauches massives dans les secteurs socialement utiles – que nous pourrions opposer à la contre-réforme des retraites que prépare le gouvernement.

Cette levée de bouclier salutaire des cheminotEs est un nouvel avertissement au gouvernement et au patronat, après la grève exceptionnelle de la RATP du 13 septembre.

CorrespondantEs

Créé le Lundi 21 octobre 2019, mise à jour Lundi 21 octobre 2019, 19:48 :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/droit-de-retrait-les-cheminots-sortent-les-poings>

Droit de retrait à la SNCF : un mouvement qui fait tache d'huile



Credit Photo : DR

Suite à un accident survenu sur le réseau Est le 16 octobre, les cheminotEs font valoir leur droit de retrait. Selon la CGT, un accident bien plus grave a été évité de justesse. En effet, la politique de suppression des emplois par la direction de la SNCF amène de plus en plus de trains à partir sans contrôleurEs. Les contrôleurEs ne sont pas seulement sur les trains pour vérifier les titres de transport, ils sont avant tout un maillon essentiel pour la sécurité des circulations. En cas d'accident ou de panne par exemple, ils sont à même d'organiser la « couverture » du train pour le sécuriser vis-à-vis des autres trains en circulation, ou d'informer les voyageurEs, etc.

Par ailleurs, la suppression de personnel dans les gares rend d'autant plus nécessaire la présence des contrôleurEs. La direction prévoit dans le même temps la fin des agents départs dans les gares au mois de décembre ! Le désordre et les dangers vont en être décuplés.

Le droit de retrait des agents s'étend de manière impressionnante.

Une AG interservices a eu lieu à Saint-Lazare. À Lyon, une centaine d'agents ont déposé le sac. À Nice, plus aucun TER ne roule et la gare est fermée au public. À Toulouse, Marseille, Rodez aucun train ne circule. À Angers, 10 trains sur 11 sont supprimés, à Tardes ou dans le Languedoc-Roussillon, plus grand-chose ne circule.

Les équipes de la CGT et de Sud Rail sont globalement très mobilisées pour relayer l'appel aux salariéEs à faire valoir leur droit de retrait afin d'obtenir des mesures de sécurité rapides.

Le directeur de SNCF TER est forcé d'annoncer une concertation nationale dès ce vendredi après-midi en raison de l'ampleur de la mobilisation. En effet, cet accident est la goutte d'eau dans une situation insupportable, qui met aussi bien les voyageurEs que les cheminotEs dans des situations où la sécurité n'est plus assurée.

En se battant pour des embauches, les cheminotEs se battent pour le maintien d'un service public ferroviaire ou la sécurité passe avant les objectifs de rentabilité ou de productivité, qui sont la seule obsession de la direction de la SNCF dans la perspective de l'éclatement de l'entreprise avec la libéralisation du secteur.

Cette mobilisation est une excellente nouvelle : malgré les attaques dont ils et elles ont été victimes, notamment avec le pacte ferroviaire de 2018, les cheminotEs restent fortement mobilisés.

C'est un avertissement à la direction de la SNCF et un avant-goût de la grève illimitée à partir du 5 décembre !

CorrespondantE

• Créé le Vendredi 18 octobre 2019, mise à jour Vendredi 18 octobre 2019, 12:43

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/droit-de-retrait-des-conducteurs-et-contrôleurs-la-sncf-un-mouvement-qui-fait>

La goutte d'eau de trop à St Lazare

Lundi 14 octobre, des agents des trains Grandes Lignes et Banlieue ont déposé le sac en faisant

valoir leur droit de retrait suite à 7 agressions dont 5 en un week-end. Déjà sous les feux de la séparation entre activités Transilien et GL normandes, des menaces sur le statut de roulant des ASCT de banlieue, de la politique du chiffre de la Lutte Anti-Fraude, des attaques sur les roulements du Service Annuel 2020, ces agressions ont été les gouttes d'eau qui ont fait déborder le vase.

Pas de division entre nous !

Très vite, l'info circule et, en milieu de matinée le débrayage des agents de contrôle est rejoint par des agents de conduite et de l'escale, certains en repos, d'autres exerçant leur droit de retrait également.

Des dirigeants du contrôle tentent de convier une délégation dans une salle à part pour calmer tout le monde. La direction cherche à séparer les problèmes, Transilien d'un côté, Grandes Lignes de l'autre. Pas question pour les contrôleurs : c'est tous ensemble que les collègues veulent être reçus ! Et d'ailleurs, à la mi-journée, avec les nouvelles prises de service, le cortège sur le quai 1 grossit.

Quand la direction veut nous intimider...

La direction accepte finalement le principe de recevoir tout le monde mais traîne des pieds pour trouver une salle. Et, pendant ce temps, deux conducteurs justement venus en soutien sur le quai 1 sont mis en demeure par écrit de reprendre le travail. Ni une, ni deux, la centaine de présents se rend à la feuille des mécanos pour les soutenir. Sur place, des mécanos qui devaient prendre leur service, refusent de le faire.

... Elle finit dans ses petits souliers

Affolés, les grands chefs arrivent illico, ceux de la traction commençant par dire que les mises en demeure sont une maladresse et qu'elles seront déchirées. Des discussions s'engagent alors entre les directions et les collègues sur ce qu'il faut mettre en œuvre pour stopper l'épidémie d'agressions du week-end, qui fait suite aux huit recensées pour la seule gare de Mantes-la-Jolie en août uniquement.

Les dirigeants des ASCT tentent alors de vendre le dernier gadget de l'entreprise : des caméras portatives à déclencher en cas de conflit, laissant planer sur le voyageur récalcitrant la menace d'une identification ultérieure. Une véritable trouvaille pour envenimer une situation tendue ! D'ailleurs, face au tollé provoqué, les dirigeants annoncent une heure plus tard que l'expérimentation de ces caméras à Saint Lazare est finalement annulée.

La direction est bien coupable

Car nos problèmes ne viennent pas de nulle part. Dans tous les services le constat est le même : la politique de la direction met les voyageurs sous pression et expose les cheminots sur le terrain. Les moyens humains et matériels nécessaires pour faire circuler les trains dans de bonnes conditions et à l'heure ne sont pas mis, les usagers voyagent régulièrement dans des rames trop petites, sans toilettes, parfois dégueulasses faute de temps et d'agents pour les nettoyer.

Des dizaines de guichets Grandes Lignes ou Transilien ont été supprimés sur la région ces dernières années, le parc de distributeur automatique de billets et de composteurs est vétuste et défaillant. Dans le même temps, les agents commerciaux de gare ont été assermentés sans formation réelle pour aller faire des opérations de Lutte Anti-Fraude dans des conditions de sécurité douteuses.

Alors qu'obtenir un titre de transport peut tenir du parcours du combattant, les dirigeants donnent des objectifs individuels chiffrés de PV à chaque ASCT, voire à des équipes d'agents commerciaux

gare. Le travail isolé s'est développé et tous les services ont été mis au régime du sous-effectif permanent. La direction a ainsi réuni les conditions pour que les choses se passent très mal... pour nous. Mais pour eux aussi maintenant, faut qu'ils s'attendent aux effets boomerang !

La mobilisation se poursuit le soir

Devant le mutisme face à leurs revendications, des collègues ont décidé d'aller largement informer les conducteurs du dépôt de sac en cours. Leurs réactions ne se font pas attendre, ainsi que les impacts sur les trains de la pointe du lundi soir.

Et le lendemain !

Le lendemain, les contrôleurs Grandes lignes appelaient justement à la grève pour dénoncer les attaques sur les roulements (décades de 6 jours, journées à coupure, etc.). Rendez-vous donc le jour suivant où 80 agents se réunissent en assemblée générale. Là encore, des mécanos ont rejoint l'appel des contrôleurs. C'est bien parce que la direction a fait face à la détermination des contrôleurs ces dernières semaines, qu'elle a finalement reculé sur les roulements et sur certaines de leurs revendications. Ces premières victoires nous encouragent à poursuivre car, dans tous les services, le compte est loin d'y être, notamment en termes d'embauches !

Pour notre sécurité, on débraye !

Mercredi 16 octobre, un accident entre un TER transportant 70 usagers et un convoi exceptionnel a eu lieu sur un passage à niveau en Champagne-Ardenne. Blessé, le conducteur a dû sortir de la rame pour faire la couverture d'obstacle, évitant ainsi de justesse qu'un sur-accident se produise. Seul agent SNCF dans ce train sans contrôleur, il a dû également prendre en charge les passagers.

Pour protester contre les choix de la direction qui encourage les « équipements à agent seul » alors qu'il y a déjà eu plusieurs accidents de ce type, les conducteurs et contrôleurs de Champagne-Ardenne ont immédiatement déposé le sac et dès le lendemain, la mobilisation s'étendait à plusieurs régions (Midi-Pyrénées, Auvergne, Lorraine...). Celle-ci pourrait bien devenir nationale tant les problèmes de sécurité et le ras-le-bol sont bien présents partout !

Bulletin NPA St Lazare

Créé le Vendredi 18 octobre 2019, mise à jour Vendredi 18 octobre 2019, 12:46 :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/sncf-la-goutte-deau-de-trop-st-lazare>

Aux Landy, les cheminotEs sont mobiliséEs contre la concurrence



Plusieurs centaines de cheminotEs, principalement de Sud Rail, se sont rassembléEs ce matin à l'Atelier SNCF du Landy pour protester contre l'arrivée de trains de la concurrence dans cet atelier. Ils ont ensuite été faire un tour dans les locaux de la Direction de l'entreprise pour se faire entendre par celle-ci.

En effet, à partir du 7 octobre, et durant deux semaines, le constructeur Bombardier va faire tester et homologuer une rame TGV zefiro, pour le compte d'un opérateur privé, futur concurrent de la SNCF au technicentre du Landy.

C'est une étape parmi d'autres pour les concurrents, leur permettant d'être habilités à circuler sur les lignes ferroviaires en France. Et une étape de trop vers le démantèlement de l'entreprise et la dégradation de nos conditions de travail. La direction de la SNCF n'hésite pas à brandir « la menace de la concurrence » à tout bout de champ pour justifier ses attaques antisociales... mais s'apprête à en recevoir les trains dans ses ateliers. C'est un jeu de dupes et la principale concurrence de la SNCF, c'est la SNCF elle-même qui l'organise !

Par ce rassemblement, les cheminotEs ont démontré qu'ils/elles n'étaient pas prêtEs de se laisser faire et rappelé que les prochaines semaines ils feront tout pour préparer la grève illimitée à partir du 5 décembre .

Correspondant

• Créé le Mercredi 2 octobre 2019, mise à jour Mercredi 2 octobre 2019, 13:36 :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/aux-landy-les-cheminotes-sont-mobilisees-contre-la-concurrence>
